

Jacques Champaud

MOM (CAMEROUN) OU LE REFUS DE L'AGRICULTURE
DE PLANTATION*

Situé à l'extrémité occidentale du plateau méridional camerounais, Mom, avec ses 668 habitants, est l'un des gros villages du pays Bassa. Bien peu de traits différencient les environs du village du reste du plateau : la forêt dense équatoriale impose à ce vaste ensemble des traits d'une assez grande monotonie, que nuance seulement, dans le paysage de Mom, la proximité du niveau de base. Beaucoup plus diversifiée est la réalité humaine de cette zone ; les Bassa n'ont pas organisé leur espace de la même manière que les autres Bantou, Eton ou Ewondo, qui leur font suite à l'est : moins nombreux au kilomètre carré, ils disposent leurs maisons en un ordre plus lâche et sont moins concentrés le long des pistes. La différence de comportement est encore plus nette sur le plan économique : le cacao règne chez tous les peuples du groupe Pahouin (Fang, Boulou, Béti) et commande pour une bonne part toute la vie agricole ; cette production est au contraire parfaitement négligée par les paysans bassa, au profit d'autres spéculations. Les conditions naturelles ne peuvent apparemment pas être la cause de ce comportement ; il faut donc rechercher d'autres explications et se demander, en outre, si cette attitude est le fruit d'une persévérance obstinée dans «l'erreur», où si elle a quelques justifications.

Des conditions favorables à l'agriculture de spéculation

Le couvert végétal est le trait le plus notable du milieu physique : la forêt, à Mom comme sur le reste du plateau, est omniprésente, elle estompe les formes du relief, enserme de près les marques de l'activité humaine, maisons, pistes et champs. Vue d'avion, elle offre l'image d'une sorte de tapis mité, avec, ça et là, les taches claires et circulaires qui marquent l'emplacement des espaces défrichés et les traces allon-

* Article paru dans les «Etudes Rurales», Nos 37-38-39, 1970, pp. 299-310; reproduction autorisée par les Editions Mouton & Co, Paris.

20 Nov. 1974
O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 7180
Cote : B 47 II

20 NOV. 1974
O. R. S. T. O. M.
Collection de Références
n° 7180 agr.

B 7180

gées qui correspondent aux peuplements homogènes de palmiers *Raphia vinifera* des bas-fonds. Pour le reste, les espèces sont très nombreuses dans cette forêt secondaire, généralement de haute taille, et — mis à part un nombre limité d'arbres utilisables pour la construction et de lianes servant à la fabrication de poisons ou de «médicaments» — le paysan attache plus d'importance à l'ancienneté de la végétation qu'à la présence de telle ou telle essence.

La densité de cette forêt est liée au climat. Mom, situé à 3° 35' de latitude nord, se trouve en pleine zone équatoriale. La station de Makak (18 km à l'ouest) reçoit en moyenne 1 848 mm de pluie par an, répartis en quatre saisons : la petite saison des pluies que les Bassa appellent *youèl*, de la mi-mars à la mi-juin ; la petite saison sèche (*ikan*), de la mi-juin à la mi-août ; la grande saison des pluies (*mbèng*), de la mi-août à la fin novembre ; la grande saison sèche (*sep*), de la fin novembre à la mi-mars.

Le nombre moyen de jours de pluie est élevé (136 par an) et l'humidité constante ; les saisons sèches ne sont jamais dépourvues d'eau et seuls les mois de décembre et janvier, avec 36 et 30 mm de précipitations, peuvent être objectivement qualifiés de secs.

En regard de la végétation et du climat, les autres éléments du milieu naturel sont de moindre importance. Le relief est dans cette zone un peu plus marqué que sur le reste du plateau : on est en effet sur le rebord de ce plateau, et le premier des gradins qui descendent vers la plaine littorale n'est, à vol d'oiseau, qu'à 24 km de Mom. Ruisseaux et rivières, plus proches de leur niveau de base, ont donc isolé de nombreux compartiments. Le terroir villageois lui-même est drainé par deux cours d'eau, sous-affluents du Nyong : Yamakouba au nord, et Lepdikos au sud. La surface du plateau s'incline doucement de l'est (660—680 m) à l'ouest du village (650—660 m). Les seuls accidents du paysage sont une petite colline, au nord-est, qui atteint 737 m, et, à l'ouest, sur la route de Makak, une côte abrupte qui correspond à un escarpement de faille. Dans cette topographie de plateau, assez monotone, rien qui traduise la variété des roches du soubassement : les gneiss micaschisteux de Mom appartiennent au complexe de base datant du précambrien, et comme les autres roches de ce complexe (gneiss à pyroxène, granites), ils ont été largement pénéplanés.

Plus que de la géologie, les sols sont le produit de la végétation et

du climat : sols ferrallitiques rouges et jaunes coexistent dans cette zone. Ils ne sont guère différents de ceux que l'on trouve sur le reste du plateau et sont classés comme moyennement fertiles. Les paysans Bassa distinguent deux grands types, en fonction de leur teneur en argile : l'un à dominante argileuse, appelé *ngueguenda* ; l'autre à dominante sableuse, désigné sous le nom de *lisségué*. Les sols de bas-fonds, de leur côté, gorgés d'eau et de couleur noire, sont appelés *djanga si* ou *koyop si*.

Le milieu physique de Mom, sommairement esquissé, apparaît ainsi comme assez banal, peu différent au total du reste du plateau. L'abondance des précipitations et leur régularité au cours de l'année permettraient en théorie d'y pratiquer la plupart des cultures d'exportation de la zone équatoriale.

La majorité des maisons s'égrènent le long de la piste qui, parallèle à la voie ferrée, emprunte l'interfluve entre les rivières Yamakouba et Lepdikos. Trois noyaux plus denses, contigus, concentrent une bonne partie de ces habitations ; ils sont constitués autour d'éléments récemment introduits dans la vie villageoise : la gare, la mission de l'Église presbytérienne et l'école catholique ; les maisons sont plus rapprochées, parfois en plusieurs rangées étalées entre la route et la voie ferrée. Ailleurs, on retrouve un type d'habitat plus courant en pays Bassa : les constructions s'échelonnent en ordre lâche le long de la route ou des sentiers qui relient Mom aux villages voisins ; certaines sont même franchement à l'écart et isolées dans la forêt. Ce dernier type représente vraisemblablement ce qu'était l'habitat ancien en pays Bassa. La concentration plus grande au centre du village indique déjà que l'on a affaire à une collectivité un peu différente des communautés traditionnelles.

Parmi les 668 habitants de Mom, on compte une forte proportion de jeunes (55 % de moins de 20 ans) et de femmes (entre 20 et 50 ans : 122 femmes pour 80 hommes). Le pourcentage élevé de jeunes est normal, comparable à ce que l'on rencontre dans d'autres zones du Cameroun ; celui des femmes l'est moins : il s'explique partiellement par une émigration masculine plus forte mais surtout par des veuvages nombreux : 26 femmes sont veuves, ce qui représente un chiffre élevé pour cette tranche d'âge, et la moitié le sont depuis les troubles qui ont ensanglanté le pays Bassa au cours des années 1956—1958.

La répartition professionnelle des chefs de famille fait ressortir une

proportion peu courante, elle aussi, de non-paysans : 42 chefs de famille sont planteurs de cacao (dont 5 femmes) ; 40 (dont 19 femmes) sont cultivateurs ; 14 (dont 3 femmes) sont commerçants ou artisans ; 13 sont salariés au village ; 13 sont salariés et vivent généralement hors de Mom, où ils ont laissé le plus souvent une femme et des enfants, et où ils reviennent périodiquement. Ainsi le tiers des chefs de familles a pour activité principale — ce qui n'exclut pas la culture de quelques champs — une profession non agricole.

Tout ceci montre que Mom n'est déjà plus un village purement agricole, mais l'amorce d'un bourg jouant un rôle non négligeable dans la vie de relations de tout l'est de l'arrondissement de Makak, tant par sa gare, avec les arrêts quotidiens des trains de voyageurs, que par le marché qui s'y tient le troisième mardi de chaque mois, sa mission presbytérienne et ses écoles primaires. Cette fonction de bourg est soulignée également par la répartition des lignages dans le village.

Presque tous les habitants du village (651 sur 668) sont des Bassa, dont nombre appartiennent au clan Ndogsul. Les membres d'autres clans qui vivent à Mom sont soit des femmes (en vertu du principe d'exogamie, un homme ne peut épouser une femme appartenant à son propre clan ni au clan de sa mère ou de ses grands-parents), soit des enfants dont la mère, ndogsul, est revenue au village après un divorce ou un veuvage. Les quelques hommes adultes (25 sur 379 non ndogsul) sont des salariés pour la plupart, ou les maris de femmes ndogsul venus vivre dans le clan de leur épouse.

Les Ndogsul de Mom se répartissent en onze lignages, appelés *log*. Les Log Biyong sont les plus nombreux (22 familles restreintes), suivis des Log Mbeng (16) et des Log Bikun (12). Viennent ensuite les Log Makei (9), Tchass et Ngwos (8), Bakembé (7), Batum (6), Sompeck et Ndjoi (5), Bassabé et Pii (2), Baligbé (1). L'habitat de chaque lignage constitue un secteur homogène, sauf dans le centre du village entre la gare et l'église, où ils sont tous représentés ; cette juxtaposition, récente, est le dernier avatar d'une longue suite de déplacements.

Les Bassa placent leur origine à *Ngocklituba* («la pierre percée»), un inselberg situé sur la rive droite de la Sanaga, un peu en aval de son confluent avec le Mbam. D'après les traditions orales et les généalogies, c'est sans doute dans la première moitié du XVII^e siècle qu'ils quittèrent cette région, trop nombreux, disent-ils, pour pouvoir y subsister tous ensemble. Ils s'installèrent sur la rive gauche de la Sanaga,

par leur nombre ayant crû, se séparèrent à nouveau. Cette migration eut lieu en deux temps : le premier, au début du XIX^e siècle, toucha les Log Biyong et les Log Mbeng : ils sont actuellement les plus nombreux à Mom et possèdent les plus vastes terres ; la deuxième migration, vers 1840—1860, intéressa les autres lignages. Il s'écoule souvent une génération entre le départ des rives de la Sanaga et l'arrivée aux bords du Nyong, 75 à 80 km plus au sud. Le franchissement du Nyong par quelques groupes seulement de Bassa — la plupart s'étant dispersés dans la forêt — marque l'avance extrême vers le sud. Le caractère démographique de cette migration (par opposition à celle des Bété, poussés par des peuples venus du nord), explique la lenteur de la progression ; celle-ci s'est opérée vraisemblablement par une suite de «bonds» : un groupe restreint partait défricher un morceau de forêt et y plantait quelques tubercules et autres plantes vivrières ; quelques mois plus tard, l'ensemble de la famille pouvait s'installer dans la nouvelle clairière. Un tel processus explique que certains groupes partis plus tard des rives de la Sanaga aient dépassé leurs prédécesseurs dans cette marche vers le sud : ainsi, les Log Bakembé, partis au cours du deuxième mouvement de migration, arrivèrent les premiers à l'emplacement actuel de Mom.

Comme dans bien d'autres régions africaines, la colonisation eut pour effet de fixer les gens là où ils se trouvaient, et de mettre fin, pratiquement, à ce nomadisme lent qui caractérisait une bonne partie des peuples de la forêt. En outre, les grands travaux entrepris par les Allemands et poursuivis par les Français dans le domaine de l'infrastructure entraînaient quelques modifications dans la répartition des hommes. Par le biais du travail forcé, chaque village devait fournir un certain contingent de travailleurs, périodiquement renouvelé, pour la construction de la voie ferrée. Le pays Bassa fut en ce domaine mis à contribution plus que d'autres régions puisque le chemin de fer Douala-Yaoundé le parcourt sur la plus grande partie de son trajet. Quelques-uns se fixèrent alors le long de la voie ferrée (posée de 1925 à 1927, entre Makak et Yaoundé), bientôt doublée d'une piste. Ils y étaient d'ailleurs vivement encouragés par l'administration, soucieuse de trouver facilement de la main-d'œuvre pour entretenir les voies de communication. Le village actuel de Mom fut créé administrativement en 1944 sous le nom de Mambiné, puis rebaptisé en 1951. Mais à cette époque encore — les photographies aériennes en témoignent — l'habi-

tat était très dispersé. Un regroupement plus brutal fut imposé lors de la rébellion «upéciste». Le leader de l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.), Ruben Um Nyobé, était bassa et c'est dans son pays que le mouvement nationaliste connut la plus forte emprise (ce fut même, en fait, la seule emprise rurale du mouvement avant le déclenchement des troubles en pays Bamiléké). Pour lutter contre les maquis, qui bénéficiaient de la sympathie active d'une partie notable de la population, l'armée organisa des regroupements très stricts : les habitations isolées furent détruites, et, en 1957, tous les habitants de Mom et des villages voisins contraints de se rassembler autour de la maison du chef de village. Les gens se dispersèrent à la fin 1959, lorsque fut supprimé le regroupement obligatoire. Cependant un petit groupe d'habitants du village voisin de Bakoukoué restèrent à Mom et construisirent leurs maisons à l'ouest du village, au bord de la route de Makak, tout en continuant à cultiver leurs terres chez eux. De même, plusieurs familles de Mom, après être retournées sur leurs propriétés, ont acheté récemment un morceau de terrain au centre du village pour y bâtir une maison. Enfin les dernières arrivées sont représentées par des fonctionnaires ou des salariés qui, vivant hors de Mom, y font construire en prévision de leur retraite ; plusieurs d'entre eux sont originaires de villages voisins. Ceci souligne le rôle attractif des équipements : on préfère se retirer dans un village facile d'accès par la piste ou la voie ferrée, doté d'un marché et d'écoles primaires, plutôt que dans son propre village, plus à l'écart et difficile d'accès.

Du point de vue administratif, le village de Mom est placé sous l'autorité d'un chef de village, assisté de quatre capitats. Ceux-ci représentent les lignages les plus nombreux : Log Biyong, Log Mbeng, Log Bikun et Log Tchass. Leur rôle est en fait très limité ; collecter les impôts, transmettre les consignes de l'administration, rassembler les habitants lors du passage d'une personnalité ou à l'occasion de travaux collectifs, tel est l'essentiel de leurs attributions. En dépit des bouleversements récents, les véritables structures sociales demeurent traditionnelles et non administratives.

Certes, le *log* a beaucoup perdu de sa vigueur : autrefois dirigé par un *mbombock* qui était à la fois l'aïeul, le chef religieux, le chef de guerre et le maître de la terre, il n'est plus aujourd'hui organisé en tant que tel. C'est cependant encore à l'intérieur du lignage que se règlent les différents problèmes qui se posent aux individus. Les affaires de

mariage notamment, les conflits fonciers y sont examinés en premier ressort et réglés la plupart du temps sans qu'il soit besoin de faire appel à une autorité supérieure. C'est aussi à l'intérieur du *log* que se recrutent la plupart des associations traditionnelles telles que groupes de travail (*yum*) ou tontines (*ndjangui*). Mais ces associations sont de type très égalitaire et, en fin de compte, peu de contraintes sociales pèsent sur le paysan bassa. L'individu y paraît plus libre qu'il ne l'est dans bien des paysanneries africaines. C'est ce dont témoigne, notamment, l'examen du système foncier.

Il n'y avait pas autrefois d'appropriation individuelle de la terre : suivant une règle fréquente en Afrique, la terre appartenait à la famille du premier défricheur, et le chef du lignage n'intervenait qu'en cas de conflit, ou pour indiquer à un nouvel arrivant un lieu d'implantation. Lorsque les membres d'une communauté devenaient trop nombreux, une partie allait s'installer ailleurs. De nos jours, règne la propriété individuelle. Partout le chef de famille se considère comme l'unique propriétaire de son terrain : il peut le prêter, et même le vendre comme bon lui semble sans demander l'autorisation à quiconque ; il se contente d'informer certains membres de son *log*, mais uniquement, semble-t-il, pour qu'ils soient témoins du prêt ou de la vente. L'un des corollaires de cet état de choses est une grande mobilité de la terre. Parmi les parcelles cultivées à Mom (cacaoyères et champs vivriers), 66 % proviennent d'un héritage, 25 % d'un prêt, 7,5 % d'un achat et 1,4 % d'un don. L'héritage se transmet de père en fils, suivant un partage inégal décidé par le père : le fils aîné reçoit une part plus importante que ses frères, car il doit prendre en charge la ou les femmes de son père ainsi que ses sœurs jusqu'à leur mariage. A l'heure actuelle, il arrive aussi que les femmes héritent lorsqu'elles ont des enfants à élever ; s'il s'agit de garçons, elles n'ont que l'usufruit du terrain en attendant que les garçons soient grands, si ce sont des filles, la terre revient, à leur mariage, au *log* du père décédé.

Les prêts sont nombreux, puisque plus du tiers des champs vivriers sont implantés sur des terres empruntées à d'autres habitants de Mom ou des villages voisins. Ces prêts ont une affectation bien précise, les cultures vivrières, et ils sont de courte durée ; un, deux ou trois ans au maximum selon la nature des plantes cultivées. Le propriétaire, toutefois, prend soin de se réserver le produit des arbres fruitiers ou des palmiers. Enfin, ces prêts sont toujours gratuits.

Ce droit foncier, très ouvert, permet de corriger les effets de l'inégal rythme de croissance démographique des différents lignages et assure l'individu de la possession entière de son lot tout en lui ménageant la possibilité de l'agrandir temporairement par des emprunts à l'intérieur ou à l'extérieur du village.

Un milieu physique propice à une vie agricole continue, à l'abri des aléas climatiques graves, et autorisant la plupart des grandes cultures d'exportation, un milieu humain permettant à l'individu d'innover et d'entreprendre, une bonne desserte par route et voie ferrée constituent autant de facteurs favorables pour un village tel que Mom. Dans pareil contexte, le progrès agricole devrait se diffuser facilement, et on s'attendrait, notamment, à y trouver une agriculture moderne en rapport avec ces possibilités. Tout indique au contraire que l'on est loin d'atteindre de tels résultats, et l'étude de l'économie villageoise montre qu'il existe même une sorte de refus de l'agriculture de plantation.

Une agriculture de cueillette

Très discrète est l'empreinte de l'homme sur le paysage. On ne retrouve là rien de comparable aux terroirs soigneusement organisés de la zone soudanienne. Les abords des habitations sont les seuls espaces bien dégagés : quelques arbres fruitiers, une épaisse touffe de bananiers occupent la cour. Immédiatement derrière commence la forêt, éclaircie parfois au profit d'une plantation de cacaoyers. Les chemins qui mènent aux champs sont des sentiers provisoires qu'il faut continuellement battre à la machette pour en écarter les herbes et les broussailles, et qui sont vite reconquis par la végétation dès qu'on ne les utilise plus. Les espaces cultivés, cacaoyères mises à part, sont autant de clairières vagues, aux contours flous. Les champs sont en effet implantés après abattage des arbres et des arbustes ; après une campagne de culture, on élargit sur un côté la clairière ainsi esquissée. On retrouve donc souvent en un même endroit les différents stades d'occupation du terroir, des parcelles bien nettoyées et ensemencées aux jachères anciennes, recolonisées par les arbustes, les parasoliers ou des arbres plus importants, en passant par les jachères de trois ou quatre ans, où les broussailles étouffent progressivement les tiges de manioc ou de canne à sucre, reliques des anciens champs. Bien que

les parcelles isolées ne soient pas rares, les champs se disposent le plus souvent en grappes.

Mais l'élément le plus important de l'économie agricole en pays Bassa ne se remarque qu'à peine dans le paysage : les palmiers à huile, en effet, ne constituent jamais une palmeraie. Ce sont des arbres isolés, dans la forêt ou au milieu des champs, qui ne reçoivent aucun soin. On se contente de protéger les sujets les plus jeunes, lorsque l'on met le feu aux abattis. Les arbres exploités, qui ne représentent qu'une partie de l'ensemble de sujets adultes, sont «nettoyés», c'est-à-dire débarrassés de leur couronne inférieure de palmes afin de faciliter l'accès aux régimes. On débroussaille également le pied des arbres pour ramasser plus facilement les noix. A cela se résume l'entretien des arbres. La préparation de l'huile fait appel à des techniques plus élaborées et l'extraction proprement dite s'opère au moyen d'un pressoir mécanique. Les noix de palmistes sont ensuite mises à sécher et cassées au fur et à mesure des temps libres. La plus grande partie de l'huile et la totalité des amandes de palmistes sont vendues sur le marché de Mom. En plus de l'huile, on extrait du vin de palme. Objet d'un commerce permanent à l'intérieur du village, compagnon indispensable de toutes les discussions, de toutes les réunions d'associations de travail ou d'entraide, témoin des engagements solennels, le vin de palme est un des éléments fondamentaux de la vie sociale des Bassa. Sa production fait appel à des techniques plus sommaires encore que celle de l'huile puisqu'on le soutire de la tête du palmier abattu. Une partie du vin de palme est vendue aux passagers du train, ou expédiée chaque matin vers Douala.

On est là près d'une économie de cueillette que d'une agriculture véritable. Mis à part l'élément moderne que représente le pressoir, c'est l'exploitation «primitive» d'une palmeraie spontanée, elle est même destructrice dans une certaine mesure puisque l'extraction du vin se fait par abattage et non par saignée. (Notons cependant qu'il n'y a pas d'appauvrissement de ce capital car le nombre des palmiers est très supérieur à celui qui est exploité pour l'huile ; l'abattage pour le vin est donc le seul moyen d'en tirer parti.)

Les plantations de cacaoyers ne représentent pas un stade beaucoup plus perfectionné. Certes, il faut semer les fèves mais souvent la sollicitude du paysan ne va guère plus loin. Sur 116 ha cultivés, les cacaoyères n'en occupent que 40, soit 34 %, alors que dans les départe-

ments voisins étudiés au cours d'enquêtes agricoles par sondage, ce pourcentage est de 63 à 68. Il y a cependant à Mom plus de planteurs que de cultivateurs (37 contre 21) mais là aussi, les proportions de planteurs sont nettement plus élevées dans les circonscriptions voisines : dans celle de Djoungolo, contiguë à l'arrondissement de Makak, on n'a relevé, sur les 78 tirées au sort, aucune exploitation sans cacaoyers. Les plantations de Mom sont en outre de petites dimensions : 98 ares en moyenne par exploitation, contre 267 dans l'arrondissement de Mbalmayo et 164 à Djoungolo. De plus, elles sont de piètre qualité : densité d'arbres trop faible, plantations anciennes et fort mal entretenues. Le planteur ne taille pas ses arbres et les traite rarement (bien qu'un planteur sur trois possède un pulvérisateur, il ne s'en sert pratiquement pas et s'en remet pour la lutte contre les maladies au passage aléatoire des équipes mobiles de la lutte phytosanitaire; de même, les cabosses marquées par la pourriture brune ne sont pas enlevées). Enfin, le travail élémentaire qui consiste à désherber les plantations n'est souvent même pas fait, et nombre d'entre elles sont envahies par les herbes et les broussailles. Il n'est d'ailleurs pas rare de rencontrer au milieu d'une cacaoyère ainsi reconquise par la végétation une micro-clairière circulaire de 2 à 3 m de rayon, tracée autour d'un *elaeis*; signe évident que l'intérêt se porte là sur le palmier et non sur le cacaoyer. Les conditions médiocres de préparation du produit (les «séchoirs-autobus», par exemple, si fréquents en pays Boulou ou Ewondo sont totalement absents) complètent cette illustration d'un manque évident de goût pour une culture rationnelle du cacaoyer.

Le troisième volet de l'économie agricole du village est constitué par les cultures vivrières. Les hommes, souvent en équipe, procèdent à l'abattage des arbres et arbustes, après quoi la parcelle est livrée au travail exclusif des femmes. Le rythme climatique autorise deux campagnes de culture : la première correspond aux semis effectués au début de la petite saison des pluies (mi-mars en général), la seconde, à la grande saison des pluies qui débute vers le milieu du mois d'août. Les techniques de culture sont légèrement différentes d'une saison à l'autre : lors de la première campagne on brûle les abattis, alors qu'on les entasse au bord de la parcelle lors de la seconde (ils brûleraient, en effet, difficilement car la petite saison sèche durant laquelle se font les défrichements connaît encore des pluies épisodiques). La gamme des plantes cultivées est identique d'une saison à l'autre : on sème

d'abord l'arachide, puis, après quelques jours, le maïs ; le macabo (*Xanthosoma sagittifolium*) vient ensuite. Enfin manioc et canne à sucre sont bouturés et l'on apporte des abords de la maison ou d'un autre champ quelques rejets de bananiers. Ce sont là les plantes les plus fréquentes, mais non les seules : il faut y ajouter les ignames, le gombo, la patate douce, le pois voandzou et toute une collection de «légumes» divers ou de condiments. Ces plantes qui poussent toutes sur une même parcelle composent un extraordinaire fouillis que l'on éclaircit peu à peu au fur et à mesure de leur maturation et des besoins. Arachides et maïs sont récoltés d'abord et en totalité, les autres plantes constituent une réserve où l'on va s'approvisionner. Très souvent le champ n'est pas récolté complètement et les derniers plants de manioc, de canne à sucre ou de bananiers sont peu à peu étouffés par la végétation.

Il existe cependant une exception à cette règle du champ-fouillis. Elle est constituée par de vastes parcelles cultivées uniquement en maïs. Autre particularité : c'est un travail d'hommes. Lors de la deuxième campagne de 1963, date du levé, ces champs représentaient plus du tiers des superficies nouvellement défrichées. C'est une culture très extensive, pratiquée uniquement lors de la deuxième campagne : les arbres sont abattus, mais ne sont ni brûlés ni rejetés sur le pourtour. Le paysan parcourt le «champ» défriché aussi sommairement et, de la pointe de la machette, creuse un trou où il enfouit quelques graines. Les parcelles sont de taille nettement supérieure aux habituels champs vivriers, beaucoup dépassent le demi-hectare ; en décembre 1963, l'une d'elles atteignait 128 ares, dimension exceptionnelle en zone forestière. Lors de la récolte, on se contente de couper les épis, et la parcelle, éventuellement, est remise en culture, après nettoyage et écobuage, l'année suivante. Le maïs est presque entièrement destiné à la vente et expédié pour une bonne part vers Douala par train. Culture extensive, demandant peu de travail, mais dont le rendement médiocre à l'hectare est compensé par le déploiement sur de vastes superficies.

Efficacité de l'économie de cueillette

Il est bien délicat de porter un jugement de valeur sur l'économie agricole bassa. En pareil cas, le jugement se fonde presque toujours

sur un critère de «modernisation» des techniques, disons sur la capacité du paysan à assimiler des techniques d'inspiration occidentale. On se préoccupe moins, en général, de savoir si l'homme est satisfait ou non de sa situation, s'il ressent ou non le besoin de se «développer».

La première question qui se pose est celle de la validité de l'exemple de Mom. Elle est d'importance puisque le village présente à plusieurs égards des traits originaux de «bourg». En fait, cela n'altère pas les caractères fondamentaux de l'économie du pays Bassa. Gare et marché facilitent, certes, les petites transactions, mais dans tout le pays Bassa on retrouve la même prééminence du palmier sur le cacaoyer.

Du tableau sommairement brossé de la vie agricole, on peut abstraire l'activité de la femme : travaillant beaucoup, comme toutes les autres femmes de la zone forestière, utilisant à peu de choses près mêmes techniques et disposant du même stock de plantes cultivées, son sort n'est guère original.

Plus significatif est le comportement économique de l'homme. On peut se demander d'où vient le refus de la culture du cacaoyer. Les conditions naturelles ne sont pour rien dans cette attitude. Certes, au fur et à mesure que l'on se rapproche de la mer, elles deviennent moins favorables : la pluviométrie plus élevée et l'humidité quasi permanente favorisent le développement des maladies, notamment de la pourriture brune des cabosses, et rendent plus délicats le séchage et la conservation des fèves. Cela n'empêche pas certains habitants proches de la côte de cultiver le cacaoyer (par exemple dans les départements de Kribi et du Mungo). D'autre part, Mom est encore sur le plateau et les conditions physiques y sont à peu de choses près (une pluviométrie légèrement supérieure) les mêmes que plus à l'intérieur. La différence de comportement économique recouvre bien, là, une différence d'ordre ethnique. Paysans ewondo et boulou sont sans doute bien loin d'être des planteurs soigneux et efficaces, mais ils cultivent le cacaoyer, dont ils tirent la majeure partie de leurs revenus, avec plus d'attention que les Bassa. Les structures sociales, pourtant, ne sont pas fondamentalement différentes ; tout au plus pourrait-on souligner que la société bassa permet davantage l'exploitation personnelle et la réussite individuelle, et ce facteur serait plutôt favorable à l'agriculture de plantation. A l'origine, il faut sans doute placer un fait historique. La diffusion de la culture du cacaoyer a d'abord suivi un axe Kribi-Ebolowa, puis Ebolowa-Yaoundé, qui contournait par le sud et l'est le pays

Bassa. C'est donc en pays Boulou et en pays Ewondo que s'est propagée cette culture et qu'ont été recrutés les premiers agents vulgarisateurs. La dispersion progressive, en tache d'huile, du cacaoyer, s'est heurtée au «bloc» des Bassa, dont les relations avec leurs voisins furent longtemps empreintes d'hostilité. D'autre part, les services agricoles du département furent longtemps rattachés à la région de Douala, moins intéressée dans l'ensemble par le cacao que celle de Yaoundé.

On peut penser aussi que les Bassa ont adopté vis-à-vis de cette culture la même attitude de résistance passive qu'ils ont opposée à d'autres initiatives de la colonisation, tel le regroupement des habitations le long des pistes.

Mais une raison plus fondamentale en est sans doute l'habitude qu'avait le paysan bassa d'extraire et de commercialiser les produits du palmier à huile, et l'intérêt économique qu'il trouvait. Pour changer de telles habitudes il faut que l'individu en retire un avantage évident. Or celui-ci est inexistant : d'une part les recettes du paysan bassa ne sont inférieures que dans de faibles proportions à celles du planteur ewondo ; d'autre part, disent souvent les cultivateurs de Mom, «avec le cacao on n'a de l'argent qu'une fois par an, avec l'huile on en gagne toute l'année». Et il est clair à leurs yeux que la régularité des revenus est préférable à un montant total plus élevé mais perçu en une seule fois. Enfin, l'extrême variabilité des cours, ces dernières années, n'était pas faite pour encourager à de nouvelles plantations des gens qui n'en avaient pas jusqu'alors éprouvé le besoin.

Une autre question se pose cependant : pourquoi le paysan bassa n'a-t-il pas, dans ces conditions, implanté de véritables palmeraies qui, bien conduites, lui eussent assuré des revenus sans doute supérieurs à ceux que l'on peut espérer d'une plantation de cacaoyers ? L'une des causes principales est sans doute la faiblesse de l'encadrement et l'absence d'une politique efficace de vulgarisation du palmier à huile. On n'y a pas apporté le même soin, et de loin, qu'au cacao, et les quelques essais de distribution de palmiers sélectionnés faits dans le passé ne semblent pas l'avoir été avec une conviction et une persévérance bien grandes. Quelques paysans avouent avoir planté quelques palmiers, mais sans succès. Il faut reconnaître aussi qu'il est plus difficile de transformer en culture rationnelle et organisée ce qui est exploité depuis longtemps dans des conditions traditionnelles, que de promouvoir une culture entièrement nouvelle. Il faut aussi raisonner

non en termes économiques de rapport ou de rendement à l'hectare cultivé, mais en termes beaucoup plus concrets, pour le paysan, d'efforts à fournir : si l'on met en balance ce que représente d'une part l'exploitation des palmiers naturels, d'autre part le tracé et le défrichage de layons en forêt, le creusement de larges trous, les démarches nécessaires à l'acquisition (onéreuse en général) de jeunes palmiers, et l'entretien de la palmeraie ainsi constituée pendant plusieurs années avant qu'elle ne produise, on comprendra que la première solution paraisse *a priori* la meilleure ; à quoi bon planter de nouveaux palmiers, se disent les intéressés, alors que l'on n'arrive pas à exploiter tous ceux qui poussent spontanément ? Une telle situation est-elle susceptible d'évoluer, et dans quel sens ?

Prévoir l'avenir avec certitude est certes difficile, mais on voit mal comment l'agriculture de plantation pourrait prendre désormais une certaine importance. Le cacao paraît exclus, et l'ambitieux « plan palmier » dont le Gouvernement vient d'entreprendre la réalisation ne prévoit que l'implantation d'importantes unités de production (« complexes agro-industriels ») dans la plaine littorale. Il est donc peu vraisemblable, hors le cas de tel individu dynamique capable d'aménager pour lui-même une palmeraie familiale, que l'on assiste à un grand mouvement de plantation d'*elaeis*.

La proximité de la gare a favorisé l'apparition d'autres facteurs plus décisifs d'accroissement des revenus monétaires. Déjà, des recettes appréciables sont fournies par les passagers des trains, auxquels on vend beignets, canne à sucre, vin et autres denrées. D'autres ressources peuvent être tirées des ventes de produits vivriers, qui ne sont pas liées forcément à la présence d'une gare, et donc praticables sur l'ensemble de la zone. Les cultures de maïs de deuxième saison sont à cet égard exemplaires, à la fois par les revenus qu'elles procurent et par le fait qu'elles sont un travail d'hommes, ceci étant bien sûr lié à cela. Bien d'autres produits, avocats, bananes-plantains, macabo, pourraient être commercialisés à plus grande échelle. La création récente, à Mom, d'un petit élevage de poules, conduit rationnellement par un jeune qui a reçu la formation adéquate dans une mission voisine, ouvre de nouvelles perspectives.

Il nous semble que deux enseignements principaux peuvent être tirés de l'exemple de Mom. Le premier est la difficulté de raisonner en

termes de « développement économique » basé sur des notions de revenu à l'hectare ou de recettes annuelles. En fait, le principal élément de raisonnement pour l'individu est beaucoup plus la rentabilité de son effort, de son travail, que la recherche d'un profit maximum à tirer de sa terre. Seul ce critère permet d'expliquer le comportement économique du Bassa.

Le deuxième est que, contrairement à une des idées couramment admises en matière de développement africain, l'agriculture de plantation n'est pas le point de passage obligé que doit emprunter le paysan pour accroître ses gains. Certains ont trouvé de nouvelles formes d'exploitation de la terre, des sources de revenus qui doivent très peu aux exportations et sont essentiellement tournées vers le marché intérieur et les villes. Les relations continues de Mom avec Yaoundé et Douala ont déjà permis les seuls investissements utiles du village, les presses à huile (ils appartiennent à peu près tous à des salariés, vivant hors de Mom, qui les prêtent à leurs frères ou les louent à leurs voisins) ; elles favorisent maintenant le développement de cultures destinées au ravitaillement des citadins. Il reste encore beaucoup à faire pour en tirer un profit plus grand, mais du moins la voie est-elle ouverte à un nouveau type de développement agricole tourné beaucoup plus vers le marché intérieur que vers l'extérieur. La rapidité et l'ampleur de l'essor urbain, au Cameroun comme dans le reste de l'Afrique, peuvent ainsi contribuer efficacement au développement des campagnes.